

Communiqué de Presse

3^e jour de grève des agent-es du Pôle emploi Paris Laumière

Aujourd'hui mercredi 18 juin, devant le mutisme de leur Direction régionale, les agent-es du Pôle emploi Paris Laumière en sont à leur troisième jour de grève pour dénoncer le manque d'effectif de l'agence et exiger des postes supplémentaires.

Les négociations n'ayant pas abouties suite au premier jour de grève jeudi 12 juin, les agent-es du Pôle emploi Paris Laumière ont reconduit le mouvement hier mardi 17 juin. Leur Direction régionale n'ayant même pas daigné prendre contact avec eux, ces derniers ont décidé d'occuper et de bloquer l'agence l'après-midi du 17 juin.

Face à l'absence totale de considération de leur Direction, les agent-es ont décidé de reconduire le mouvement aujourd'hui mercredi 18 juin et exigent d'être entendus par leur Direction régionale. Le manque d'effectif est de plus en plus préoccupant. Un tiers des postes qui devaient être pourvus dans l'agence ne le sont pas. C'est pourquoi les grévistes exigent le recrutement sans plus tarder de huit agent-es en CDI.

Aujourd'hui mercredi 18 juin, les agent-es en grève du Pôle emploi Paris Laumière ont décidé d'occuper et de bloquer l'agence jusqu'à ce que la Direction régionale accepte de rentrer en contact avec eux et d'ouvrir des négociations.

Depuis la restructuration du réseau parisien et la création de l'agence Paris-Laumière en novembre 2013, les agent-es ne cessent de dénoncer le manque d'effectif qui ne leur permet plus d'assurer correctement leurs missions de Service public, et les met dans une situation difficile en augmentant continuellement leurs charges de travail et en détériorant gravement les conditions d'exercice de leurs missions.

La Direction régionale refuse de recevoir ou d'entrer en contact avec les agent-es grévistes. Face à la détermination des agent-es, la Direction régionale affiche un mutisme qui pousse à l'exaspération. Cette absence totale de considération pour les conditions de travail des agent-es et les conditions d'exercice de leurs missions est inacceptable.

Paris, le 18 juin 2014